

**Convention collective départementale**

IDCC : 1626. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRO-CÉRAMIQUES ET CONNEXES  
(HAUTES-PYRÉNÉES)**

**(18 février 1992)**

*(Bulletin officiel n° 1992-12 bis)*

*(Etendue par arrêté du 30 juillet 1992)*

*Journal officiel du 12 août 1992)*

**ACCORD DU 2 JUILLET 2009**

**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS**

**NOR : ASET0950799M**

**IDCC : 1626**

Entre :

L'UIMM Adour-Pyrénées,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

Conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, et à l'accord national modifié du 21 juillet 1975 relatif aux classifications. Il est conclu en considération de l'accord national du 28 juillet 1998 relatif à l'organisation du travail dans la métallurgie et compte tenu de la recommandation du même jour, figurant en annexe audit accord national.

Conclu ce jour, le présent accord fixe les barèmes qui sont portés en annexe et qui déterminent les taux effectifs garantis des mensuels pour l'exercice 2009.

Cet accord répond également aux obligations de l'article 10 *bis* de la convention collective des Hautes-Pyrénées du 18 février 1992.

## **Article 2**

Ces taux sont établis pour 1 an et s'appliquent aux rémunérations perçues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 décembre 2009.

## **Article 3**

L'adoption de ce nouveau barème ne peut avoir par elle-même d'incidence sur les salaires réels, sauf dans le cas où ces derniers se révéleraient inférieurs audit barème.

Les valeurs portées sur les barèmes ci-joints des taux effectifs garantis sont fixées sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

Elles devront être adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les taux effectifs garantis établis pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié ne servent pas de base de calcul de la prime d'ancienneté.

Elles ne font pas l'objet des majorations des 5 % et 7 % réservés aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier pour la détermination des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les taux effectifs garantis, figurant sur le barème ci-joint, font l'objet d'un calcul *pro rata temporis* pour les mensuels embauchés ou quittant l'entreprise en cours d'année.

L'application du barème ne devra pas conduire à un nivellement des salaires dans chacune des catégories.

## **Article 4**

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par la législation en vigueur.

## **Article 5**

### *Extension*

Les parties signataires s'emploient à obtenir l'extension du présent accord.

Fait à Tarbes, le 2 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### Barème annuel des taux effectifs garantis des mensuels

Exercice 2009

*Ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise d'atelier*

Effet du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009.

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TEG (Base 35 heures)
I	1	140	16 055
	2	145	16 060
	3	155	16 065
II	1	170	16 080
	2	180	16 100
	3	190	16 175
III	1	215	16 255
	2	225	16 560
	3	240	17 240
IV	1	255	17 970
	2	270	18 855
	3	285	19 800
V	1	305	21 405
	2	335	23 750
	3	365	26 145
	4	395	29 010